

Gestion municipale du RN : bilan et enseignements pour 2026

Notice d'utilisation

Ce document est une note inter-associative qui centralise des éléments issus d'enquêtes journalistiques concernant la gestion des municipalités qui sont ou qui ont été tenues par l'extrême droite.

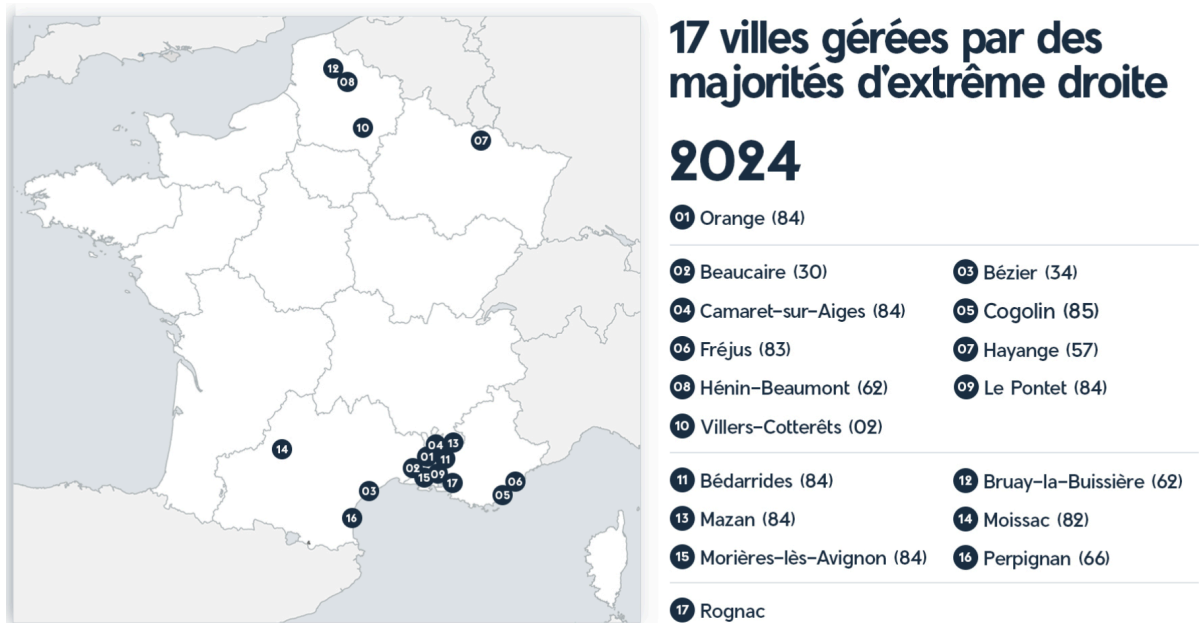
Dans la perspective des élections municipales de 2026, il éclaire la réalité des politiques locales d'extrême droite, dans des domaines variés qui affectent la vie quotidienne de la collectivité et de ses habitants et habitantes.

Sommaire

Notice d'utilisation.....	1
Sommaire.....	1
Contexte.....	2
Gestion des deniers publics.....	4
Services publics et agents municipaux.....	5
Politique de la ville et libertés associatives.....	6
Politique éducative et cantines scolaires.....	8
Ecologie et adaptation au changement climatique.....	10
Logement et accueil.....	12
Politique associatives, sportives et culturelles.....	14
Népotisme et affaires.....	16
Préférence nationale ou préférence locale.....	18

Contexte

Le Rassemblement National est aujourd'hui à la tête de **dix-sept communes** sur le territoire hexagonal. C'est le seul échelon territorial tenu par le parti (aucune intercommunalité, département ou région). Ces villes constituent donc un laboratoire local des politiques d'extrême droite et de mise en application des grandes lignes directrices du programme du RN.



Source : [\[Replay\] Extrême droite : la casse sociale](#) | Mediavivant

Deux noyaux principaux en France hexagonale :

- les Hauts-de-France,
- le Var et plus généralement le quart sud-est de la France.

Territoires ultramarins :

- Île de La Réunion : **La Plaine-des-Palmistes** a pour maire Johnny Payet (RN)
- Mayotte : Ancha Bamana – ancienne maire RN de Sada– **n’est plus en fonction depuis 2020** et siège désormais comme députée depuis 2024 dans le groupe RN.

Une première vague de municipalités Front National a été élue en 1995, autour de quatre villes du Sud : **Marignane, Orange, Toulon et Vitrolles**. Ces quatre gestions municipales n'ont pas réussi au FN : la plupart se sont terminées sur des bilans calamiteux et devant les tribunaux pour certains maires.

Une deuxième vague a lieu en 2014, avec 10 communes gagnées. Marine Le Pen a alors bien en tête les échecs cuisants de 1995 et souhaite mettre en place une cellule de surveillance des mairies au sein du parti. Le discours médiatique fait de cette victoire un véritable évènement, alors que le RN se développe principalement dans un territoire déjà acquis, le

sud-est. Marine Le Pen assume dès 2018 que ces villes sont "*incontestablement une vitrine de ce que nous sommes capables de faire*" pour son parti dans le journal local de Mantes-La-Ville¹.

Une double stratégie se déploie alors au sein du Rassemblement National, qui souligne ses contradictions structurelles jusqu'à ce jour indépassables malgré les stratégies affichées par ses dirigeants, de Mme Le Pen à M. Bardella :

- **La dédiabolisation du parti**, voulue par Marine Le Pen dans sa quête du pouvoir présidentiel. Mais pour gagner certaines villes, il faut s'appuyer sur le réseau militant local, qui comporte des éléments amateurs et radicaux, qui peuvent se laisser dépasser voire créer des débordements par des propos outranciers, le plus souvent racistes, ou même des violences quand le parti entretient des liens avec des groupuscules identitaires ou nationaliste-révolutionnaires (« Skinheads »).
- **La crédibilisation du parti** : ces victoires municipales doivent être mises au service de l'image du RN comme d'un « *parti de gouvernement* » avec un triptyque programmatique² :
 - **Baisse des impôts** : un engagement bien respecté par les communes gagnantes, mais avec des conséquences sur les services publics, notamment un abandon ou un sous-investissement dans les écoles.
 - **Sécurité** : on remarque bien une baisse de l'insécurité (vols et atteintes aux personnes), mais on est souvent dans des petites villes avec déjà très peu de criminalité. Les polices municipales sont plus armées et plus nombreuses, supplantant la police nationale.
 - **"Fin des subventions aux associations communautaires"** : en 2014 à Beaucaire³, en 2016 à Hayange et en 2018 à Fréjus, les centres sociaux se voient attaquer publiquement par des propos haineux, puis couper leurs subventions.

En parallèle, le RN a des difficultés à recruter des élus et du personnel compétent (cf législatives 2024). Le parti est très vertical, malgré des sections locales dynamiques : trop militantes et amatrices, elles créent des dynamiques de parachutage de personnalités plus professionnelles, et donc des difficultés d'implantation locale. **Pour 2026, le RN veut capter des personnes issues de DVD ou des LR tentées par l'extrême droite.**

Une enquête de *Libération* de juin 2025⁴ révèle que peu de candidats aux législatives anticipées de 2024 qui avaient été épinglés pour des propos racistes ou leur incompétence manifeste, qualifiés par leur président Jordan Bardella de "*brebis galeuses*", ont en réalité été sanctionnés, écartés du parti ou même empêchés de se représenter aux municipales.

¹ [Yvelines. Marine Le Pen : « Les habitants ne sont pas des rats à surveiller de près »](#)

² [Gestion municipale du RN : quel bilan ? | France Culture](#)

³ [Cantine, soutien scolaire, absences : la croisade du maire frontiste de Beaucaire contre les "profiteurs"](#)

⁴ [Propos racistes : au RN, des «brebis galeuses» toujours en odeur de sainteté – Libération](#)

"Selon nos recherches, indiquent les journalistes de Libération, près de 90 de ces «brebis galeuses» sont toujours membres du RN, dont une trentaine de parlementaires (députés ou eurodéputés) et une quinzaine d'élus au niveau municipal, départemental ou régional. Le reste se partage entre cadres locaux et simples militants. Nous avons retrouvé la trace de seulement cinq exclusions formellement prononcées par le RN."

Gestion des deniers publics

Perpignan : de 160 M€/an avant l'arrivée de Louis Aliot, les dépenses de fonctionnement de la ville sont désormais passées à 190M€/an, pour une population stable. Il n'y a plus d'adjoint aux finances depuis début 2024⁵.

Fréjus : pour faire baisser la dette, la ville a organisé une vente massive de terrains communaux ce qui, loin de permettre un désendettement, a surtout profité aux grands promoteurs immobiliers⁶. En 2021, la Cour des comptes régionale a sévèrement critiqué la gestion financière de la ville, notamment parce que la ville n'avait pas assez de provisions pour risques. La chambre a soulevé que malgré des subventions importantes par l'Etat, *"la commune peine à dégager de la capacité d'autofinancement en raison, notamment, d'un poids élevé des charges de personnel et du montant conséquent des intérêts des emprunts"*⁷.

Orange : selon la Chambre régionale des comptes, en 2011 : *"la politique de la ville a été interrompue à Orange à partir de 1996. Peu à peu les financements, notamment de fonctionnement, ont diminué ou même disparu, et la politique spécifique d'action dans les quartiers s'est éteinte avec les associations qui leur servaient de support. Une seule association a survécu avec l'aide de la caisse d'allocations familiales : le centre social du quartier de l'Aygues."*⁸. NB : la politique de la ville a depuis été relancée.

Pour ne pas augmenter les impôts et désendetter la ville, de nombreuses politiques antisociales ont été prises :

- fermeture de la piscine municipale en 2009
- chute du budget de la culture
- suppression de programmes sociaux (bus gratuits pour les enfants du centre de loisirs, vote contre un programme de lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique)

⁵ [Gestion municipale du RN : quel bilan ? | France Culture](#), Camille Vigogne Le Coat, 17:17

⁶ Ibid, Camille Vigogne Le Coat, 17:52

⁷ [Cour des comptes régionale](#), p. 4.

⁸ <https://www.ccomptes.fr/fr/documents/19110>, p.11

Béziers : baisse de près d'un demi-million d'euros de subventions au secteur associatif depuis l'élection de Robert Ménard ; en parallèle, le budget communication de la ville a été multiplié par près de deux, passant de 193 900€ à 518 400€ (+167%) pour le poste publicité, publications, relations publiques⁹.

Villers-Cotterêts : pendant que les habitant·es se plaignent de l'absence de dynamique dans la ville¹⁰, la majorité municipale refuse d'investir. Les dépenses par habitant·e sont inférieures à 20% à la moyenne nationale des communes de taille comparable (en 2023, la ville a dépensé 1 038 euros par habitant·e¹¹ contre 1 224 euros en moyenne nationale pour les communes de 10 000 à 19 999 habitant·es).

Services publics et agents municipaux

Orange : délégation au privé de services publics auparavant gérés en interne (nettoyage des locaux communaux, restauration scolaire). Cette privatisation s'est accompagnée d'une gestion du personnel violente : mises au placard, incitation au départ, persécutions des responsables syndiqués (témoignage de Fabienne Alaoui, agent municipal et responsable CGT jusqu'en 2001)¹².

Hénin-Beaumont : privatisation de la crèche, du funérarium, et de la piscine municipale qui venait d'être inaugurée, avec pour conséquence une hausse de 60% du prix de l'entrée à la piscine¹³.

Perpignan : délégation au privé de l'une des plus grandes crèches de la ville¹⁴. Depuis début 2024, la métropole de Perpignan a attribué le marché de l'eau à une filiale de Veolia et a accepté une importante hausse des pénalités pour retard de paiement. Alors que la deuxième relance était jadis facturée à hauteur de 12 euros, elle s'élève désormais à 27 euros, ce qui conduit à *"augmenter le coût réel de l'eau pour les usagers concernés"*¹⁵. Cette politique est d'autant plus anti-sociale que la métropole ne soutient guère les

⁹ [Austérité budgétaire, abandon des familles modestes, vision néolibérale du travail : le véritable programme du FN - Basta!](#)

¹⁰ [REPORTAGE. À Villers-Cotterêts, ville de l'Aisne dirigée par le RN, le constat dressé par les habitants est mitigé](#)

¹¹ [Rapport d'orientation budgétaire 2025](#)

¹² [\[Replay\] Extrême droite : la casse sociale | Mediavivant](#), 14:05

¹³ [Services publics abîmés, violence sociale, opposition muselée : le bilan des villes gérées par le RN | Mediapart](#)

¹⁴ Ibid

¹⁵ [Cour des comptes régionale : Communauté urbaine Perpignan métropole, délégation du service public d'eau potable. Juillet 2024.](#)

usager·ères les plus fragiles avec des dispositifs de solidarité qui *"pourront être approfondis afin d'accompagner au mieux les usagers les plus en difficultés"*¹⁶.

Beaucaire : sous le mandat du maire RN Julien Sanchez, gestion toxique des personnels de mairie¹⁷ : maltraitance psychologique, employés tracés sans leur consentement, gestion opaque des ressources humaines, traitement différencié entre les agents en fonction de leur proximité avec les idées du maire. Julien Sanchez a fait voter en 2015 et appliquer une baisse de la prime de fin d'année à 1€ pour les agents municipaux cumulant plus de 20 jours d'absence, et celle-ci est restée effective après sa réélection en 2020 et sans contestation judiciaire connue¹⁸.

Moissac : depuis l'arrivée au pouvoir du RN en 2020, les subventions au centre communal d'action sociale ont été diminuées drastiquement¹⁹. Pourtant, la Cour des comptes note la bonne situation financière de la commune²⁰ qui a diminué la charge de sa dette et dont les dépenses restent largement inférieures à celles de communes de taille comparable²¹.

Politique de la ville et libertés associatives

La politique de la ville en faveur des quartiers populaires, dit "quartiers prioritaires de la ville" (QPV), repose particulièrement sur le travail socioculturel et l'engagement de centaines d'associations culturelles, sportives, d'habitant-es... Pour ces missions sociales et délégations de services publics, ces associations reçoivent le soutien financier de l'Etat, des collectivités et des mairies pour assurer des actions de soutien scolaire, d'accompagnement dans l'emploi, dans l'insertion ou la médiation culturelle, à destination de publics sensibles et précarisés et souvent marginalisés dans les périphéries des villes.

¹⁶ Ibid

¹⁷ [Dans la mairie du RN Julien Sanchez, le mal-être des salariés | Mediapart](#)

¹⁸ [Austérité budgétaire, abandon des familles modestes, vision néolibérale du travail : le véritable programme du FN - Basta!](#)

¹⁹ En 2019, l'ancienne équipe municipale avait encore prévu des [subventions de 590 000 euros](#) pour le centre communal de l'action sociale (CCAS), mais celles-ci sont [passées à 470 000 euros dès 2021](#). Le [document d'orientations budgétaires pour 2025](#) avait même prévu que la dotation ne dépasse pas les 300 000 euros.

²⁰ En 2023, la [Cour des comptes régionales](#) notait que la capacité de désendettement de la commune était *"très confortable"* et pointait du doigt un faible niveau des dépenses communales alors que la ville est confrontée à *"des difficultés socio-économiques que traduisent des taux de chômage et de pauvreté très supérieurs à la moyenne nationale"*.

²¹ En 2023, Moissac a accumulé un montant d'épargne brut par habitant·e de 315 euros, alors que la moyenne pour les communes de cette taille ne s'élève qu'à 212 euros ([Observatoire des territoires, 2023](#)).

Dans plusieurs villes, les élus du RN et leurs alliés ont ciblé les financements et les activités de ces associations, en leur jetant l'anathème du lien supposé avec différents "communautarismes", et tout particulièrement des associations travaillant auprès de personnes supposées musulmanes.

Les logiques de "ghettoïsation" de ces quartiers passent également par une réduction des transports publics et un moindre investissement dans les équipements municipaux.

"Aujourd'hui il y a deux Orange qui s'ignorent : celle qui va du centre-ville au sud, et celle des QPV. Ils pensent que s'il n'y a plus de centres sociaux, ces populations s'en iront magiquement ; mais elles restent à l'abandon, et elles survivent," indique une responsable de centre social à Orange²².

Orange : suppression d'une ligne de bus entre le centre-ville et les quartiers populaires du nord ; absence de réhabilitation d'un quartier en délabrement ; fermeture du dernier centre social du quartier et de la ville en 2019 ; baisse du nombre de places à la cantine et en centre aéré²³.

Témoignages

Inès et Fathia, habitantes d'Orange²⁴

- *"J'ai des difficultés, je suis handicapée, j'ai du mal à savoir m'expliquer pour mes papiers. Il n'y a plus personne pour nous aider parce qu'il faut aller là-bas au centre médico-social. J'ai un bus, mais après il faut aller à pied, c'est trop loin pour moi."*
- *"Le quartier est un cercueil. Les enfants jouent sur la route et ma mère me dit qu'elle ne peut pas sortir, elle n'a pas d'endroit pour s'asseoir".*

Témoignage : Brigitte La origa, fondatrice du centre social du quartier de L'Aygues et directrice pendant 37 ans²⁵

- *"La ville s'est transformée, il n'y a plus de lien social, tout ce qui se passe c'est au sud de la ville pour les populations blanches. Les quartiers populaires, ceux qui sont qualifiés de politique de la ville, ont complètement été abandonnés. Il n'y a plus de centres sociaux à Orange ; un centre social c'est une structure de proximité qui aide au quotidien les habitants. Aujourd'hui ils sont complètement perdus, ils se demandent qui va pouvoir les aider."*

Kamel Majri, directeur de l'association Laissez les fers depuis 22 ans²⁶

²² [Replay] Extrême droite : la casse sociale | Mediavivant, 17:15

²³ [Replay] Extrême droite : la casse sociale | Mediavivant, 09:42

²⁴ Ibid, 11:14

²⁵ Ibid, 17:15

²⁶ Ibid, 17:15

- *"Je suis enfant d'immigré. Après avoir créé mon association, je suis devenu trésorier puis directeur de l'association Laissez les fers, qui crée de l'insertion et suit les dérives et les choix faits par la ville. On a créé une maison des services publics, on a travaillé avec les partenaires, on a délocalisé notre siège social pour continuer à toucher les financements publics, et on a essayé de trouver toute solution qui pouvait permettre de continuer à exister sur le territoire et d'être visibles et permettre à des habitants de pouvoir nous interpeller et construire des choses."*

Fréjus : le centre social du quartier populaire de La Villeneuve a été fermé par la mairie, et d'autres centres sociaux ont subi des coupes budgétaires²⁷.

En mai 2018, suite à l'organisation de distribution de repas "à toutes personnes dans le besoin" dans le cadre de la rupture de jeûne du Ramadan par le centre social de la Gabelle à Fréjus, le maire David Rachline (RN) a décidé de geler les 300 000€ de subventions de trois centres sociaux de la ville, dénonçant "une optique communautariste inacceptable"²⁸.

Béziers : annulation d'une subvention de 44 000€ pour le centre social géré par l'association Arc-en-ciel, situé dans le quartier populaire de La Devèze²⁹.

Mantes-la-ville : Cyril Nauth, le maire RN, n'a eu de cesse de baisser la subvention allouée au club de foot par sa ville³⁰. "D'abord justifiée par le coût (pourtant partagé avec la communauté d'agglomération) de la rénovation du stade, terminée depuis 2015, Cyril Nauth annoncera la suppression pure et simple de la subvention l'année suivante," indique le média Slate en 2018³¹.

Beaucaire : "Il faut croire qu'il ne fait pas bon être un club de football amateur dans l'une des onze municipalités remportées par le Front national. Après celui de Mantes-la-Ville (Yvelines), c'est au tour du club de Beaucaire, dans le Gard, de voir ses subventions drastiquement diminuées", indiquait *Le Monde* en avril 2015, revenant dans un article sur les coupes aux associations sportives de la ville³². La réduction de la subvention au stade beaucairois a été de plus de 50%.

²⁷ [Austérité budgétaire, abandon des familles modestes, vision néolibérale du travail : le véritable programme du FN - Basta!](#)

²⁸ [Le maire FN de Fréjus gèle la subvention d'un centre social qui distribue des repas pendant le ramadan - ici](#)

²⁹ [Austérité budgétaire, abandon des familles modestes, vision néolibérale du travail : le véritable programme du FN - Basta!](#)

³⁰ [Mantes-la-Ville : pas de subvention pour le FC Mantois en 2016 - Le Parisien](#)

³¹ [La discrimination pas franchement positive du maire RN à l'égard du FC Mantois | Slate.fr](#)

³² [A Beaucaire, aussi, la mairie FN s'en prend au club de football](#)

Politique éducative et cantines scolaires

Fréjus : baisse de 20% du budget des écoles³³.

Des parents d'élèves et des enseignants dénoncent les conditions d'insalubrités dans plusieurs écoles et l'absence d'implication des élus sur ce sujet : *"Certes, l'école Turcan est un vieux bâtiment mais il semble que rien n'a été fait pour l'entretenir. Il y a tout à changer à l'image d'un mobilier d'un autre temps ou encore des toilettes insalubres. Nous avons eu un premier conseil d'école au mois de novembre dernier mais le représentant de la Ville était absent."* (Var Matin, 2021)³⁴

Villers-Cotterêts : le prix du repas à la cantine passe de 1,5€ à 2,5€. *"Une personne au RSA peut venir chercher son enfant à l'école car il ne travaille pas"*, selon l'adjointe à la jeunesse Evelyne Althoffer³⁵.

Béziers (pas RN, mais proche) : pas de baisse des finances à l'école publique, mais augmentation des crédits aux écoles privées³⁶, au détriment de politiques sociales alors qu'un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté. L'étude surveillée pour les élèves, de 7h30 à 8h30, est désormais réservée aux enfants dont les deux parents travaillent³⁷.

Mantes-la-Ville : la mairie a expulsé les associations de la Maison des associations sous prétexte de vétusté des locaux ; après réhabilitation, elle a été louée à une école privée hors contrat³⁸.

Le Pontet : Joris Hébrard a supprimé la gratuité de la cantine scolaire et de la garderie pour les catégories les plus démunies³⁹, en précisant que les personnes bénéficiant des allocations familiales pouvaient les utiliser pour payer 1,57€ par repas⁴⁰.

Hayange : suppression de la gratuité des transports scolaires par Fabien Engelmann⁴¹.

³³ [Gestion municipale du RN : quel bilan ? | France Culture](#), Jean-François Poupelin à 09:09

³⁴ [Chauffage, insalubrité, délabrement... Les écoles de Fréjus montrées du doigt après plusieurs dysfonctionnements - Var-Matin](#)

³⁵ [Austérité budgétaire, abandon des familles modestes, vision néolibérale du travail : le véritable programme du FN - Basta!](#)

³⁶ [Gestion municipale du RN : quel bilan ? | France Culture](#)

³⁷ [Austérité budgétaire, abandon des familles modestes, vision néolibérale du travail : le véritable programme du FN - Basta!](#)

³⁸ [\[Replay\] Extrême droite : la casse sociale | Mediavivant](#), 53:03

³⁹ [Services publics abîmés, violence sociale, opposition muselée : le bilan des villes gérées par le RN | Mediapart](#)

⁴⁰ [Austérité budgétaire, abandon des familles modestes, vision néolibérale du travail : le véritable programme du FN - Basta!](#)

⁴¹ Ibid

Beaucaire : les écoles de la ville sont régulièrement à court de produits d'hygiène (gel hydroalcoolique, savon, papier toilette, essuie-tout)⁴².

Témoignage

Pascale Duplissy, élue d'opposition sans étiquette et directrice d'une école de Beaucaire

*"Oui, nous manquons de produits d'hygiène de manière très régulière. L'année dernière, nous avons aussi demandé aux parents d'amener du gel hydroalcoolique et du savon pour pouvoir appliquer le protocole sanitaire."*⁴³

La Maison du vivre ensemble, un établissement socioculturel de Beaucaire, assurait le soutien scolaire d'une centaine d'enfants de la commune. Mais en mai 2014, le maire frontiste a décidé de couper les subventions municipales allouées à l'établissement, soit un peu plus de 30% de son budget annuel.

"La CAF et le conseil général du Gard prévoyaient 131 000 euros de subventions par an, la condition étant que la mairie participe également, ce qu'elle devait faire à hauteur de 53 000 euros annuels", a expliqué à France info Georges Duplissy, un enseignant à la retraite à l'initiative du centre⁴⁴.

"Si ces personnes ont besoin de soutien scolaire parce qu'elles ne parlent pas le français, ce n'est pas mon problème, ce n'est pas à nous de payer," assume le maire RN de Beaucaire Julien Sanchez⁴⁵.

Ecologie et adaptation au changement climatique

Fréjus : En 2025, à Fréjus, l'installation d'"hôtels à insectes" tient lieu de politique de préservation de la biodiversité⁴⁶. Voir pour plus de détails sur Fréjus, le Rapport annuel de Développement durable (RADD) 2024 présenté aux élus lors du Conseil municipal du 25 février 2025⁴⁷.

La politique d'urbanisme menée par la majorité municipale est très consommatrice en espaces naturels et ne tient pas suffisamment compte des risques d'inondations et de

⁴² [Dans la mairie du RN Julien Sanchez, le mal-être des salariés | Mediapart](#)

⁴³ Ibid

⁴⁴ [Cantine, soutien scolaire, absences : la croisade du maire frontiste de Beaucaire contre les "profiteurs"](#)

⁴⁵ [Soutien scolaire, cantines : les mesures choc du maire FN de Beaucaire](#)

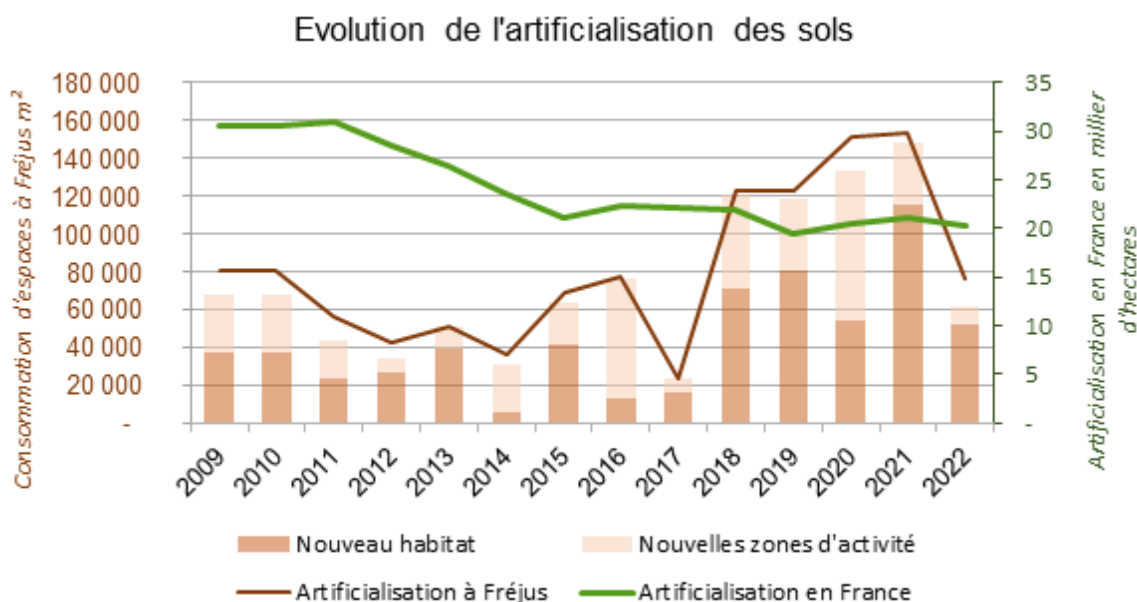
⁴⁶ [Des hôtels à insectes dans les écoles - Ville de Fréjus](#)

⁴⁷ [Rapport Annuel de Développement Durable : Découvrez le bilan 2024 - Ville de Fréjus](#)

submersion marine. L'artificialisation des sols a progressé de 300% en seulement un an entre 2017 et 2018, puis a continué de croître rapidement jusqu'en 2021.

Cela a été soulevé par la Mission régionale de l'autorité environnementale (MRAe) Provence-Alpes-Côte d'Azur ; en 2018 pour l'urbanisation galopante⁴⁸ et plus récemment en 2023 pour les risques climatiques⁴⁹.

:



[Source graphique : Observatoire de l'artificialisation](#)

Le Pontet : l'autorité environnementale a soulevé que la ville du Pontet (Vaucluse) n'a pas examiné le potentiel de densification de la ville lors de la révision de son PLU⁵⁰, alors même que l'artificialisation sur le territoire de la commune progresse particulièrement vite ; entre 2009 et 2023, 1,9 % d'espaces naturels, agricoles ou forestiers ont été artificialisés⁵¹, contre 0,6 % pour la moyenne nationale.

Villers-Cotterêts : la rénovation thermique des bâtiments communaux tarde à voir le jour. Ainsi, le RN prévoit une rénovation thermique des bâtiments scolaires et sportifs seulement à partir de 2027. Pour les bâtiments culturels et administratifs, les travaux sont prévus uniquement pour 2028⁵².

Pourtant, la situation financière de la commune permettrait des investissements, la dette se réduisant d'année en année depuis 2018 au moins.

⁴⁸ [Avis de la MRAe du 18 décembre 2018 sur la révision du plan local d'urbanisme \(PLU\) de Fréjus \(83\)](#)

⁴⁹ [Avis de la MRAE du 6 juillet 2023 sur le projet d'aménagement global de la Promenade des Bains, à Fréjus et Saint-Raphaël \(83\).](#)

⁵⁰ [Avis délibéré de la mission régionale d'autorité environnementale de région Provence-Alpes-Côte d'Azur sur l'élaboration du plan local d'urbanisme \(PLU\) du Pontet](#)

⁵¹ [Observatoire des territoires - ANCT](#)

⁵² [Rapport d'orientation budgétaire 2025](#)

Béziers : le Plan climat-air-énergie territorial⁵³ de la métropole actuellement en vigueur est très incomplet. Les objectifs pour l'atténuation restent très vagues, ne sont généralement pas chiffrés ou budgétés. A titre d'exemple, le PCAET prévoit de "*remplacer les systèmes fioul/gaz du patrimoine public*" de la métropole et de ses communes membres, mais n'indique aucun budget pour réaliser ces investissements. De même, le PCAET promet de "*déployer la transition du modèle agricole*" mais n'évoque que certaines actions de la Chambre d'agriculture qui visent à modifier certaines pratiques agricoles ou à soutenir des filières énergétiques sans, par exemple, reprendre des engagements nationaux comme le développement de l'agroforesterie ou la plantation de haies. Or, l'Autorité environnementale avait déjà critiqué le projet de PCAET dans son avis qui alertait sur le manque d'opérationnalité et le manque d'objectifs précis⁵⁴.

De plus, la ville de Béziers a explicitement ignoré des alertes de la préfecture concernant l'exposition aux risques climatiques, dont le risque d'inondations et de feux de forêt. Dans la révision n° 1 du PLU actuellement en vigueur, la préfecture de l'Hérault a soulevé plusieurs incohérences dans le cadre du contrôle de légalité⁵⁵. Elle a notamment critiqué l'absence de toute identification des zones exposées à un risque de feux de forêt moyen ou élevé et l'absence de règles spécifiques pour les zones à fort risque d'inondation identifiées par la préfecture. Or, la commune a tout de même adopté cette révision sans procéder à ces modifications demandées par la préfecture. La mairie a toutefois affirmé⁵⁶ que la ville répondra ultérieurement à ces alertes à l'occasion d'une nouvelle modification du PLU.

Cogolin : le maire Marc-Etienne Lansade, ancien agent immobilier, est connu pour son "appétit de béton". Il a cédé 13 hectares communaux, situés sur la bande littorale protégée, aux promoteurs immobiliers. Une partie de la forêt urbaine Notre-Dame-des-Anges a également été cédée pour construction d'immeubles⁵⁷. Il a également permis le développement de logements sur des zones régulièrement inondées⁵⁸.

⁵³[Programme d'action du Plan Climat Air Energie Territorial de la Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée](#)

⁵⁴Dans son [avis](#), la MRAe avait entre autres demandé que le PCAET "*explicite et précise les modalités de réalisation des mesures notamment de celles demeurant en l'état peu opérationnelles et qui restent au stade de l'intention (ex : préciser comment « adapter l'agriculture locale » et « préserver les espaces agricoles existants »*".

⁵⁵ Voir la lettre de la préfecture reproduite à la page 27 de la [notice de présentation de cette révision](#).

⁵⁶ Voir la lettre d'un adjoint au maire de Béziers reproduite à la page 30 de la [notice de présentation de cette révision](#).

⁵⁷ [Le bétonneur de Cogolin nommé à l'écologie](#)

⁵⁸ [Des riverains adressent un recours contre un projet immobilier inondable de 39 logements à Cogolin - Var-Matin](#)

Logement et accueil

BILAN TRIENNAL 2020-2022								
COMMUNE	EPCI	HABITANTS	TAUX SRU 2022	OBJECTIF QUANTITATIF	TAUX D'ATTEINTE DE L'OBJECTIF QUANTITATIF	RESPECT DE L'OBJECTIF QUALITATIF	MISE EN CARENCE	COULEUR POLITIQUE
NICE (06)	MÉTROPOLE NICE CÔTE D'AZUR	342 522	14%	11 034	13%	NON	OUI	LR
TOULON (83)	MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE	179 660	17%	3 249	19 %	NON	OUI	LR
ANNECY (74)	GRAND ANNECY	125 694	22 %	1 397	81 %	OUI	NON	EELV
FRÉJUS (83)	ESTEREL CÔTE D'AZUR AGGLOMÉRATION	52 897	14 %	1 381	65 %	OUI	NON	RN

Fréjus se caractérise par une position ambiguë vis-à-vis de la production de logements sociaux, en soulignant sa volonté d'atteindre leurs objectifs triennaux et ne s'opposant pas frontalement à l'application de la loi SRU. Cependant, ce discours n'est pas suivi, dans les faits, par l'atteinte des objectifs fixés par la loi SRU ni par une dynamique de construction suffisante, ce qui s'explique avant tout par des choix politiques⁵⁹.

En 2014, Fréjus, qui compte à peine plus de 10 % de logements sociaux, a été carencée. Cette carence concorde avec le changement de majorité municipale et l'arrivée du Rassemblement National à la tête de la commune. Pour la municipalité actuelle, c'est ce changement qui marque un tournant dans la production de logements sociaux. Ainsi, sur la période 2020-2022, Fréjus a atteint 65 % de ses objectifs, ce qui la distingue de la majorité des communes du Var, particulièrement récalcitrantes. Pour cela, la commune a mobilisé des outils variés en imposant des parts de logements sociaux compris entre 30 % et 50 % sur les opérations et par la création d'une ZAC. Si la ville construit, elle se démarque néanmoins par son refus de collaborer avec les partenaires institutionnels locaux : l'intercommunalité et l'établissement public foncier. Ce refus de collaboration masque en réalité une volonté pour la commune de garder la mainmise sur son territoire et sur son peuplement. De fait, la mise en place d'une procédure d'attribution de logements sociaux spécifique, en dehors du Système National d'Enregistrement, semble ouvrir la voie à des pratiques discriminatoires. Ainsi, Fréjus se caractérise par un relatif dynamisme en matière de construction de logements sociaux. Néanmoins, la dynamique de construction privée reste très importante et empêche la commune d'augmenter de manière significative son taux de logements sociaux à l'échelle communale, qui n'a progressé que de 9 à 14 % depuis 2002.

Hénin-Beaumont : pendant sa campagne puis après son élection, le maire Steeve Briois a eu de nombreux propos en faveur des évictions locatives⁶⁰ :

- peu après son élection, il déclare vouloir "expulser les délinquants des logements sociaux".

⁵⁹ [Les communes face à la loi SRU](#) - Fondation pour le Logement des Défavorisés

⁶⁰ [Nouvel Obs, "Sécurité, logement, culture : ce que veut faire le FN à Hénin-Beaumont", 26 mars 2014](#)

- "il n'est pas tolérable que des auteurs de troubles bénéficient de logements sociaux alors que des citoyens honnêtes et respectueux sont parfois sur liste d'attente depuis des années".
- il souhaite établir des "critères justes et objectifs" dans l'attribution des logements sociaux (ces critères ne sont pas précisés).
- "aux gitans du camp de derrière, ils leur ont construit de belles maisons !"

A **Perpignan**, en 2023, le groupe du maire de Perpignan Louis Aliot propose en séance de Perpignan Méditerranée Métropole une motion pour "l'expulsion systématique des délinquants et de leur famille, bénéficiant d'un logement social"⁶¹. Cette motion a été rejetée par les élus communautaires.

A **Moissac**⁶² ou encore **Bruay-la-Buissière**⁶³, les municipalités RN expulsent les gens du voyage et dénoncent leur installation à grands renforts de moyens de communication.

A **Cogolin**⁶⁴, le maire se vante d'avoir fait partir une population "indésirable" dans une vidéo qui fait 200 000 vues. Il persiste et signe en accusant ses détracteurs de mener "un combat politique qui n'a pas lieu d'être". La LDH dénonce du racisme et de l'incitation à la haine raciale de la part du maire de Cogolin.

Politiques associatives, sportives et culturelles

Beaucaire : suppression des subventions à l'Amicale des sapeurs-pompiers et à la Ligue de l'enseignement ; baisse drastique pour les clubs de football, de baseball ou de handball, entre 5000€ et 40 000€⁶⁵.

Hayange : le Secours populaire a vu sa subvention annuelle fondre de 2700€ sous l'ancienne mandature à 500€ sous forme de bons d'achats dans un magasin, puis à zéro euros en 2016. L'association a été expulsée de ses locaux sous prétexte d'aide aux migrants. Le maire a également accusé l'association d'être une succursale du parti communiste⁶⁶.

⁶¹ [Perpignan : la motion du RN pour expulser les "délinquants et leur famille" des logements sociaux rejetée à l'Agglo - lindependant.fr](#)

⁶² Article sur le site de la Ville de Moissac, "[Installation illégale de gens du voyage entre Moissac et Castelsarrasin : la réaction des élus - Ville de Moissac](#)", 12 juin 2023

⁶³ La voix du Nord, "[Bruay-La-Buissière : les gens du voyage s'installent en nombre à Lavolville malgré l'intervention du maire - La Voix du Nord](#)", 24 mai 2021

⁶⁴ France 3 Régions, "[Vidéo dans un camp de roms : le maire de Cogolin persiste](#)", 15 avril 2016

⁶⁵ [Services publics abîmés, violence sociale, opposition muselée : le bilan des villes gérées par le RN | Mediapart](#)

⁶⁶ [À Hayange, le SPF entre en résistance - L'Humanité](#)

Témoignage

Anne Duflot-Allievi, présidente locale de l'association Secours populaire

"Le maire nous reproche d'aider les migrants, mais nous, on pratique la solidarité auprès de tout le monde, on ne trie pas. Quant aux bénévoles de mon comité, je ne leur demande pas leurs opinions politiques. Le seul combat qu'on mène, c'est contre la misère".

Mantes-la-Ville⁶⁷ :

- Lors du 1er conseil municipal du mandat du maire FN en 2014, réduction de l'ensemble des subventions aux associations de 15%⁶⁸.
- L'année suivante, suppression des 85% restants à certaines structures, comme le FC mantois, un club de foot de 1200 licenciés dont 1/4 est originaire des quartiers populaires de Mantes-la-Ville. En deux ans, le club a perdu 80 000€⁶⁹.
- La relocalisation des associations depuis l'ancienne Maison des associations dans des lieux excentrés a posé des problèmes d'accès pour leurs adhérent-es⁷⁰.

Témoignage

Amitis Messdaghi, élue d'opposition EELV à Mantes⁷¹

"Mantes-la-Ville a perdu certains services, notamment en matière de petite enfance et jeunesse. Tous les contrats vacataires qu'il a pu éteindre ont disparu. A l'époque à Mantes-la-Ville, les parents pouvaient avoir accès à un mode de garde municipal au domicile des fonctionnaires. Cyril Nauth a mis fin à beaucoup de contrats au moment où il y a eu des ouvertures de crèches privées dans la ville. Il a envoyé les parents dans le privé, sauf qu'à Mantes-la-Ville les salaires moyens sont pas très élevés, et pour les crèches privées il faut faire une grosse avance de frais avant de bénéficier de déductions fiscales. Pour beaucoup de parents, c'était impossible. En matière de jeunesse, il a limité le financement du centre de vie sociale Augustin Cerf, il y avait beaucoup moins d'animation, ce qui permettait de pointer du doigt les baisses de fréquentation."

Villers-Cotterêts : malgré la bonne situation financière de la ville, la majorité RN a renoncé à ouvrir une maison des associations, ce que les élu-es d'opposition critiquent⁷².

Cogolin et Hayange : dans ces deux communes, des déclarations des maires pour justifier de ne pas accepter les propositions d'ateliers de danse orientale⁷³ :

⁶⁷ [Austérité budgétaire, abandon des familles modestes, vision néolibérale du travail : le véritable programme du FN - Basta!](#)

⁶⁸ [\[Replay\] Extrême droite : la casse sociale | Mediavivant](#), 40:58

⁶⁹ Ibid, 40:58

⁷⁰ Ibid, 53:03

⁷¹ Ibid, 54:00

⁷² [Magazine trimestriel de Villers-Cotterêts, juillet-septembre 2024](#)

⁷³ [Austérité budgétaire, abandon des familles modestes, vision néolibérale du travail : le véritable programme du FN - Basta!](#)

- "Ici, on est en Provence, pas en Orient, et s'ils veulent vivre comme en Orient, les frontières sont ouvertes" (Marc-Etienne Lansade, maire de Cogolin).
- "La danse orientale est incompatible avec le Front national" (Fabien Engelmann, maire de Hayange).

Hénin-Beaumont : suppression des financements et de l'accès à son local pour la Ligue des droits de l'Homme⁷⁴.

Perpignan : l'association le Fil à métisser, qui a accompagné pendant 10 ans les femmes de la communauté gitane du quartier Saint-Jacques, a vu ses financements notamment municipaux fondre, et a dû cesser ses activités en 2023. L'association proposait un accompagnement en santé, entre autres en santé mentale, des activités sportives, des groupes de parole, des temps conviviaux, en lien avec des professionnels de santé⁷⁵.

Néanmoins, le journal *Le Monde* et le sociologue Nicolas Lebourg voient dans Perpignan un "laboratoire culturel" où l'équipe municipale s'est peu investie dans les choix artistiques, préférant laisser en place les institutions existantes et s'appuyer sur un réseau de personnalités déjà installées prêtes à collaborer avec Louis Aliot⁷⁶.

A l'inverse, le metteur en scène Benjamin Barou-Crossman, directeur de la compagnie de théâtre TBNTB, qui a travaillé avec des gitans de Perpignan, déplore les pressions subies. *« Si la mairie vous aide, vous devez en échange les soutenir et ne pas travailler avec des structures jugées "ennemies". On vous dit : "Tu es avec moi ou contre moi." J'en ai fait les frais, ma liberté de pensée a irrité. »*⁷⁷

Le festival Nostre Mar, organisé, depuis 2022, à Perpignan par SOS-Racisme (expositions, conférences, projections) n'a pas connu d'entraves et se poursuit. *« Ils ne me demandent pas un sou, je les trouve très idéologiques, mais je ne les emmerde pas ! »* déclare Louis Alliot⁷⁸.

Moissac : sous la direction de Romain Lopez, des associations culturelles ont vu leurs subventions supprimées, comme la compagnie Arène Théâtre, qui avait appelé à "faire barrage" à Marine Le Pen en 2022. Le festival des musiques du monde "Les Voix" a également été annulé⁷⁹.

⁷⁴ [Services publics abîmés, violence sociale, opposition muselée : le bilan des villes gérées par le RN | Mediapart](#)

⁷⁵ [\[Replay\] Extrême droite : la casse sociale | Mediavivant](#), 59:18

⁷⁶ [Législatives 2024 : en matière de politique culturelle, les maires d'extrême droite et leur « vernis d'honorabilité »](#)

⁷⁷ *ibid*

⁷⁸ *ibid*

⁷⁹ *ibid*

Hénin-Beaumont : la mairie RN d'Hénin-Beaumont a mis fin au bail du Théâtre de l'Escapade. Le maire Steeve Briois souhaite municipaliser le lieu. Cela fait suite à un conflit de long terme entre la mairie et l'ancien directeur de l'Escapade, Jean-Yves Coffre⁸⁰.

Hayange : le maire de Hayange, Fabien Engelmann, a accusé la directrice de la SMAC Le Gueulard +, située dans une commune voisine, d'avoir tenu des propos anti-RN lors de son passage dans l'émission Douce France sur France Culture. Il dit que le Gueulard + est une association "ultra-politisée" dont la directrice milite "au sein de l'extrême gauche"⁸¹.

Morières-lès-Avignon : la Cie Okkio s'est vu contrainte de quitter les locaux mis à disposition par la mairie suite à une prise de position contre l'extrême droite durant les législatives^{82,83}.

Sur le bilan des villes RN en matière de culture, voir [l'enquête du Monde de juillet 2024](#) : *Législatives 2024 : en matière de politique culturelle, les maires d'extrême droite et leur "vernissages d'honorabilité"*.

Népotisme et affaires

Beaucaire : la ville voit sa condamnation à 124 400€ d'amende confirmée en appel pour atteinte à la laïcité du fait de l'installation d'une crèche de Noël dans l'enceinte de la mairie⁸⁴.

Fréjus : David Rachline a été élu sur la promesse de la fin d'un système claniste et affairiste, et d'être un visage apaisé, le maire de tous les citoyens. Sa liste était composée de militant·es et leurs familles (4 couples, sa mère), son meilleur ami est devenu directeur de cabinet. Reprise en main d'un système affairiste : liens exclusifs avec des chefs d'entreprises, avec le GUD local, et un entourage qui multiplie paroles racistes et saluts nazis dans l'enceinte de la mairie⁸⁵. Par ailleurs, les opposants (pas forcément politiques) sont intimidés : conflit contre une association qui s'oppose aux projets urbanistiques et tentative de leur enlever leur local.

⁸⁰ [La mairie Rassemblement national d'Hénin-Beaumont reprend les clefs du théâtre de l'Escapade | France Culture](#)

⁸¹ [Le Gueulard Plus répond aux polémiques du RN](#)

⁸² [Actualités / agenda - Communiqué - La Cie Okkio contrainte par la municipalité RN de quitter ses locaux - Ufisc](#)

⁸³ [Le maire RN de Morières-lès-Avignon accusé de régler ses comptes avec une compagnie de spectacle vivant](#)

⁸⁴ [Décision de la Cour administrative d'appel de Toulouse](#), citée par Nicolas Hervieu sur Bluesky

⁸⁵ [Gestion municipale du RN : quel bilan ? | France Culture](#), Camille Vigogne Le Coat, 19:32

Dans son livre *Les rapaces*, la journaliste Camille Vigogne explique les liens étroits entre le maire RN de la ville et des hommes d'affaires, notamment des rencontres très fréquentes, avec le patron d'une grande entreprise du BTP tout au long de la nuit ou dans des restaurants chics.

Le 4 mars 2025, le maire David Rachline, également vice-président du RN, a été interpellé puis mis en examen dans le cadre d'une enquête préliminaire ouverte en janvier 2024 pour "corruption active et passive d'élu".⁸⁶

À **Perpignan**, Louis Aliot a été reconnu coupable de détournement de fonds publics dans l'affaire des assistants parlementaires européens fictifs et condamné à 18 mois de prison, dont six mois ferme, ainsi qu'à trois ans d'inéligibilité sans exécution provisoire. Il reste néanmoins à la tête de sa municipalité jusqu'à la fin de son mandat, mais ne devrait pas pouvoir se représenter⁸⁷.

A **Béziers**, en février 2025, Robert Ménard a été convoqué devant la justice pour avoir refusé de célébrer le mariage d'un ressortissant algérien sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF).

Hénin-Beaumont : huit procès en diffamation contre des opposants à la majorité, des médias ou des personnalités politiques, dont quatre contre un élu d'opposition PCF.

Orange : condamné pour prise illégale d'intérêt dans une affaire immobilière en 2021⁸⁸, Jacques Bompard a transmis son siège à son fils Yann Bompard, conseiller départemental depuis 2015, assistant parlementaire de son père entre 2012 et 2020, président de la communauté de commune, et responsable de Reconquête Vaucluse.

Cogolin : Marc-Etienne Lansade a été mis en examen 11 fois depuis son arrivée à la mairie en 2014, pour :

- favoritisme
- prise illégale d'intérêts
- détournement de fonds publics
- abus de faiblesse

Il a été condamné au mois de septembre 2024 pour ce dernier chef à 18 mois de prison avec sursis et trois ans de privation de droits civiques (donc inéligibilité). L'absence d'exécution provisoire lui a permis de garder son mandat⁸⁹.

⁸⁶ [Des perquisitions à la mairie RN de Fréjus dans le cadre d'une enquête pour "corruption active et passive d'élu", David Rachline se dit serein](#)

⁸⁷ [Procès du RN : Louis Aliot, bien que condamné à 3 ans d'inéligibilité, conserve sa mairie de Perpignan - Public Sénat](#)

⁸⁸ [Peine d'inéligibilité confirmée pour Jacques Bompard, le maire d'Orange doit démissionner - ici](#)

⁸⁹ [A Cogolin, des habitants toujours en lutte contre les projets immobiliers de leur maire zemmouriste – Libération](#)

Préférence nationale ou préférence locale

La préférence locale est une déclinaison de la préférence nationale, à travers une "hiérarchie sociale légitime"⁹⁰ qui permet de distinguer des citoyens supérieurs, alors que :

- des politiques publiques abandonnent une partie de la population
- la pauvreté est criminalisée
- les politiques publiques sociales sont aujourd'hui beaucoup moins importantes que par le passé

Des catégories de la population sont abandonnées, et d'un autre côté, des catégories qui travaillent, qui subissent une pression fiscale et/ou immobilière (Sud de la France) et des difficultés à se loger, sont en situation de concurrence avec des plus précaires. Plus les pouvoirs locaux renforcent le désengagement de l'Etat, plus ces populations se retrouveront face à face et donc entrent en concurrence⁹¹.

Les petits travailleurs considèrent que la politique de gauche, *"prendre aux riches pour redistribuer aux plus pauvres"*, n'est pas souhaitable puisque les plus pauvres, les plus précaires, seraient des personnes qui ne prennent pas la peine de travailler et sont déjà subventionnés. Un sentiment d'injustice se développe vis-à-vis de ces personnes, alors qu'eux-mêmes galèrent et ne touchent pas d'allocations⁹².

Mantes-la-Ville : Cyril Nauth a comparé deux catégories d'habitants de la ville : *"ceux qui sont moins modestes que les autres grâce à leur effort, à leur travail et éventuellement à leur mérite"* par rapport aux *"jeunes des quartiers dits défavorisés, pour parler plus clairement, issus de l'immigration"*. "Je ne vois pas pourquoi" la mairie aiderait "uniquement" ces derniers⁹³.

Le Pontet : le maire a donné une heure de fermeture pour les épiceries de nuit, pour cibler les populations d'origine immigrée (celles qui fréquentent ces épiceries aux horaires décalés)⁹⁴.

Beaucaire : le jour de la rentrée scolaire 2014, le maire Julien Sanchez a regretté devoir accueillir des élèves étrangers parmi les élèves de maternelle et de primaire, *"pour la*

⁹⁰ [\[Replay\] Extrême droite : la casse sociale | Mediavivant](#), Nicolas Lebourg, 04:05

⁹¹ [\[Replay\] Extrême droite : la casse sociale | Mediavivant](#), Christelle Marchand-Lagier, 45:35

⁹² Ibid, Nicolas Lebourg, 04:05

⁹³ [A Mantes-la-Ville, la «casse sociale insidieuse» du Rassemblement national | Mediapart](#)

⁹⁴ [\[Replay\] Extrême droite : la casse sociale | Mediavivant](#), Christelle Marchand-Lagier, 48:40

*plupart originaires du Maghreb ou de nationalité espagnole grâce à l'Europe passoire et laxiste en matière de naturalisations ou de droit du sol "*⁹⁵.

A **Hayange**⁹⁶, le maire a fait fermer un hôtel qui accueillait 71 familles, dont des personnes réfugiées. Elles ont donc dû être relogées dans plusieurs autres villes.

⁹⁵ [Austérité budgétaire, abandon des familles modestes, vision néolibérale du travail : le véritable programme du FN - Basta!](#)

⁹⁶ LorActu, "[LORACTU.fr - Le maire FN d'Hayange fait fermer un hôtel qui héberge des réfugiés](#)", 23 juin 2016.